

L'AFRIQUE NOIRE ET LA DICTATURE MILITAIRE...

En quelques mois, les militaires viennent de s'emparer du pouvoir dans cinq États d'Afrique noire: le 25 novembre 1965, le colonel Mobutu au Congo-Léopoldville; le 22 décembre, le général Soglo au Dahomey; le 31 décembre le colonel Bokassa en République Centrafricaine; le 3 janvier le lieutenant-colonel Sougoule Lamizana en Haute-Volta et enfin le 15 janvier le général Aguiry Ironsi au Nigeria. A qui le tour?

VERS LA «GAULLONISATION»

Pour l'Afrique, voici venu «*le temps des colonels*» et les africains, comme de vulgaires français, sont en train de se faire «*gaulloniser*». Ils n'avaient vraiment pas besoin que toutes ces vieilles culottes de peau chamarrées, décorées, galonnées et amidonnées, viennent accroître la misère et le bordel existant!

Tous les officiers «*putchistes*» sont d'anciens officiers ayant fait carrière dans l'armée de la puissance coloniale occupante. Depuis l'indépendance, ils ont presque tous joué un rôle de premier plan dans l'évolution (je devrais plutôt écrire la «*non-évolution*») de leur pays. Sauf au Nigeria, où l'armée est divisée depuis le coup d'État, ils ont suivi le même processus pour s'emparer du pouvoir que les hommes politiques en place semblaient d'ailleurs tout disposés, voire empressés, à leur abandonner.

Si l'on excepte toujours le Nigeria, la prise du pouvoir par les militaires n'a suscité aucune réaction populaire. Le changement de gouvernement s'est effectué dans l'indifférence générale même dans les pays, comme la Haute-Volta, où les syndicalistes étaient à l'origine de la crise pour avoir organisé un meeting et une grève de protestation contre les mesures d'austérité arrêtées par le gouvernement.

Sauf au Congo où la lutte contre les lumumbistes et les mullelistes avait permis de conserver les effectifs et la structure de la redoutable «*Force Publique*» solidement implantée et encadrée par les colonialistes belges, cette apathie populaire s'explique d'autant moins que les forces militaires et policières sont insignifiantes dans ces pays. Qu'en juge:

- au Dahomey, comme en République centrafricaine: un millier de militaires et 1.700 policiers pour une population de deux millions d'habitants;
- en Haute-Volta: 1.200 militaires et 500 gendarmes pour cinq millions d'habitants (il est vrai que la Haute-Volta compte aussi 150.000 anciens combattants de l'armée française, dont 50 officiers);
- au Nigeria, 8.000 militaires et 23.000 policiers pour une population de 50 millions d'habitants.

Devant des chiffres aussi éloquents, une question se pose: pourquoi cette apathie?

Ce qui a caractérisé ce que l'on peut appeler le «*mouvement d'indépendance*» de l'Afrique Noire, c'est la détermination des nouveaux maîtres de ne pas remettre en cause les frontières héritées du colonialisme, mais de tenter d'implanter un nationalisme suffisamment efficace qui serait à la fois le lien unitaire et la justification de leurs prétentions gouvernementales. Vieille recette, qui a fait ses preuves ailleurs, mais qui s'est révélée inefficace en Afrique Noire: dans un continent très fortement marqué par le tribalisme, où toutes les frontières sont des créations artificielles, et où des tribus furent dispersées, regroupées avec d'autres, parquées, déplacées au gré des commodités de l'administration coloniale, il était aberrant de tenter de regrouper les individus sur une base «*ationale*» inexistante. Il n'y a jamais eu de nation africaine à vrai dire, mais tout simplement des ethnies qui coexistaient, plus ou moins harmonieusement. Le premier moment d'allégresse passé, on tenta d'implanter des «*partis uniques*» un peu partout. En fait, ces partis ne sont que des machines administratives qui tournent à vide, au milieu de l'indifférence générale et avec pour seul résultat de permettre à quelques «*esprits d'élite*» de grossir la caste des privilégiés.

L'industrie africaine étant à peu près inexistante, les syndicats ne constituent qu'une force mineure tout à fait négligeable. D'autant plus que la plupart des «*dirigeants*» syndicalistes africains ont fait «*leurs classes*» en France et se sont empressés de s'organiser de manière à faire partie, bien entendu, des privilégiés.

Si l'on ajoute à tout cela les rivalités de personnes et la non-structuration des sociétés humaines africaines, on comprend beaucoup mieux que l'armée, seule force ayant hérité d'une structuration, fut-elle colonialiste, puisse s'emparer du pouvoir sans que le peuple ne bouge seulement un petit doigt.

POURQUOI FAIRE LE POUVOIR?

«*La bourgeoisie est abolie et une ère nouvelle d'égalité entre tous les citoyens est instaurée*», déclare le colonel Bokassa.

Tu parles! Comme si on instaurait l'égalité! Et puis, quelle égalité? Le prédécesseur de Bokassa à la tête de la République centrafricaine, David Dacko, ne déclarait-il pas quelques jours avant de s'enfoncer dans la fosse à merde de l'histoire que: «*cadeaux, veillées, réveillons, constituent cet héritage colonial qui oppose d'une manière insolente les conditions de vie des 50.000 salariés que nous sommes à celles de près de 2 millions de ruraux que nous représentons*».

Cynique. Et même pas lucide. Pourtant, il était bien placé pour savoir qu'il ne représentait strictement rien. Sinon ses intérêts personnels, bien sûr! En République centrafricaine comme partout ailleurs.

Alors? que vont faire les militaires au pouvoir? De leurs premières déclarations il ressort une volonté délibérée de renforcer la coopération avec l'Occident et de prendre leurs distances vis-à-vis de la Chine populaire. Et il est certain que les chinois ont perdu une manche (fermetures d'ambassades et de consulats, expulsions de ressortissants).

Et quand on sait que le 7 janvier dernier, un porte parole officiel de la Maison-blanche déclarait à Washington que: «*les coups d'État au Dahomey, en Haute-Volta et en République centrafricaine ne changeraien rien à l'aide fournie par les U.S.A.*», et qu'il ajoutait: «*ils ont plus que jamais besoin d'être aidés*», on peut se demander si les américains, inquiets du développement de l'influence chinoise, n'ont pas (par barbouzes interposées?) poussé les militaires à éjecter les pantins au pouvoir.

Tentatives de «*sud-américanisation*» de l'Afrique? Simple hypothèse dont on reparlera: les jeux sont loin d'être faits.

Gérard SCHAAFS.
